

d'Europe occidentale, la bourgeoisie est actuellement encore incapable de gouverner sans l'aide directe des réformistes et des stalinien. Il nous semble absolument infondé de prétendre que les capitalistes français se sentent à ce moment déjà suffisamment forts pour éliminer les leaders opportunistes du gouvernement. N'oublions pas que lors de la démission de de Gaulle la bourgeoisie a été forcée d'opérer un recul très net. Certes, elle essaye de toutes ses forces de préparer une revanche éclatante au « sauveur de la France ». Mais les rapports de forces réels entre les classes — ceux que le camarade Demazière s'abstient prudemment d'analyser ! — l'empêchent actuellement de réaliser ses desseins. La période présente en France est une période typiquement transitoire, et il en est ainsi, grosso modo, dans le reste de l'Europe occidentale. Un regroupement s'opère à gauche, extrêmement lent il est vrai, mais déjà bien tangible et inquiétant pour la bourgeoisie : cristallisation d'une opposition dans la C. G. T., constitution d'une gauche dans la S. F. I. O., renforcement de l'influence du P. C. I. En même temps, indubitablement, une certaine démoralisation commence à se faire jour parmi les travailleurs. Cela est inévitable et a toujours été ainsi : ce sont les deux courants contradictoires qui résultent de la déception des masses dans leur direction actuelle et dont l'interdépendance est réglée par le jeu du facteur subjectif : c'est en dernière analyse le parti révolutionnaire, et lui seul, qui pourra empêcher la démoralisation complète du prolétariat, bien que cela n'exclut pas la possibilité d'une montée spontanée avant un renforcement sérieux du parti.

De l'autre côté de la barricade, des processus analogues sont en cours. La bourgeoisie, qui s'était un moment groupée unanimement autour de de Gaulle, a perdu, avec sa disparition de la scène politique, la cohésion de son action politique. Le M. R. P., qui apparaissait un moment comme LE parti de la bourgeoisie, a perdu beaucoup de son crédit politique. A sa droite, le P. R. L. le talonne sans cesse et essaye de lui enlever la partie la plus « consciente » de sa clientèle électorale. Mais le P. R. L. lui-même est une machine inerte, constituée surtout pour permettre à de nombreux requins parlementaires de garder leur place, et peu apte à servir de point de ralliement pour la petite bourgeoisie. Durant toute la période de fermentation politique que la France traverse pour le moment, de nouveaux groupements bourgeois et petits-bourgeois réactionnaires apparaîtront et disparaîtront avant que César ne fasse irruption sur la scène. Reconnaître le danger, prévenir et avertir les travailleurs, être prêt à réagir au moment décisif, — voilà des qualités excellentes pour un parti sérieux. Mais les opportunistes du P. C. I. transforment ces qualités systématiquement dans les défauts qui leur sont adjacents : au lieu de reconnaître le véritable danger, ils prennent le roulement de tambour de la presse bourgeoise pour le roulement du canon. Au lieu d'avertir les travailleurs, ils sèment la panique. Au lieu d'être prêts à réagir au moment opportun, ils réagissent à tout instant, avec des réflexes droitiers...

En réalité, « l'offensive de la bourgeoisie contre les partis ouvriers » n'est qu'un des épisodes dans les marchandages interminables qui forment ensemble la petite histoire du tripartisme. La position du M. R. P. envers la bourgeoisie ressemble fort à celle de la S. F. I. O. envers le prolétariat. Les deux banqueroutiers se sont contentés jusqu'ici d'échanger mutuellement leurs traites protestées, mais à la veille des élections, il faudra dresser le bilan et montrer qu'on a fait son possible, ne fût-ce que pour liquider une dette. Telle que la situation se présente, il est pourtant extrêmement douteux, si les lascars ne se retrouveront pas de nouveau, après le référendum ou après les élections, ensemble dans la même équipe, peut-être renforcée par un quatrième compagnon. Pour obtenir plus de concessions à l'avenir, par un retour plein d'ironie, c'est maintenant la bourgeoisie — ou le M. R. P. — qui met les « partis ouvriers devant leurs responsabilités ». Mais le P. S. et le P. C. ne veulent pas prendre le pouvoir, ni quand la droite du P. C. I. les y invite (1), ni quand

le M. R. P. les y force. Voilà pourquoi les cris stridents de « OUI » de la part des leaders opportunistes ressemblent fortement aux cris que lâchent les gamins pendant la nuit, pour se donner courage.

Et c'est cela qui explique l'origine de la « panique » de nos opportunistes. Ce n'est pas la classe ouvrière qui se trouve devant une épreuve décisive parce que la bourgeoisie revendique le pouvoir, ce sont les leaders opportunistes qui sont saisis de frayeur à la perspective de devoir gouverner eux-mêmes ! Demazière, qui reproche aux léninistes de raisonner « hors du temps et de l'espace », démontre ainsi que ces notions sont des notions relatives dans la politique. Pour l'opportuniste, le « temps » c'est l'agenda parlementaire, « l'espace », c'est la salle de rédaction d'un journal petit-bourgeois ! C'est là que le vent de la panique s'est levé. Notre temps à nous, c'est le calendrier des luttes sociales ; notre espace, les usines et la rue.

« Ne pas renforcer l'abstentionnisme ».

Un autre argument principal de la droite est la nécessité de « combattre l'abstentionnisme qui marque une certaine démoralisation des masses travailleuses » (résolution Demazière au B. P. du 20). Il est un fait évident que dans une certaine mesure, l'abstentionnisme des masses reflète leur dégoût complet pour tous les partis, c'est-à-dire une tendance apolitique dangereuse pour l'avenir de la classe ouvrière. Cependant, il était également indéniable que l'année passée, la vague abstentionniste aux élections cantonales était suivie d'une participation extraordinairement massive lors des élections pour la Constituante. De même, tous les observateurs sont d'accord pour affirmer que les abstentions seront beaucoup plus nombreuses au référendum qu'aux élections du 2 juin. Pourquoi ? Parce que l'importance, l'intérêt du référendum n'a pas été saisi par les masses. Les travailleurs ont l'impression que ce qui se passe au sujet de la Constitution n'affectera pas, ou peu, leur propre sort. Les finesses dialectiques dont usent les défenseurs du « non » pour expliquer le caractère « non-démocratique » de la Constitution ; les joutes oratoires auxquelles se livrent les défenseurs du « oui » pour expliquer « que le peuple français doit voter oui pour sortir du provisoire », tout cela ne touche pas la masse des travailleurs et des petites gens. Dans ce sens, le courant abstentionniste est une expression confuse, maladroite, d'un courant fondamentalement sain, un courant de conscience de classe, qui saisit qu'aucun des conflits que déchirent la société française décadente, qu'aucune des questions qui passionnent les différentes classes, ne sera décidée lors du référendum. Le devoir du parti c'est de donner à ce sentiment de légitime dégoût une expression politique consciente, de le transformer d'apolitique en révolutionnaire (1).

Les origines de l'abstentionnisme démontrent encore plus nettement que nous avons à faire avec un phénomène contradictoire qui mérite mieux que la simple étiquette « démoralisation ». La déception envers les leaders opportunistes ; la faillite de la politique de « produire » ; le mépris devant la répétition à l'infini de mots d'ordre devenus creux ; la conscience que la « rénovation » n'a fait que reproduire la vieille pourriture — tous ces sentiments constituent dans une certaine mesure un pas en avant sur les illusions que les masses nourrissaient au lendemain de la « Libération ». Ils peuvent se traduire par un renforcement idéologique et combattif de la classe ouvrière, à condition que le parti révolutionnaire réussisse à les canaliser dans la bonne voie. Ils peuvent engendrer la démoralisation et la défaite de toute la classe, quand le prolétariat ne voit plus d'autre issue. Lutter contre l'abstentionnisme et la démoralisation du prolétariat signifie montrer aux travailleurs une autre issue que celle de la collaboration gouvernementale, une autre politique que celle de Gouin et de Thorez !

Or, les champions opportunistes du « oui » agissent justement

(1) Dans la façon dont fut lancé le mot d'ordre « Rompez la coalition » durant la campagne électorale d'octobre 1945, l'opposition entre les tendances opportunistes de la droite du P. C. I. et la politique léniniste fut une première fois démontrée. La tendance de la droite fut « d'inviter » le P. S. et le P. C. à rompre la coalition, en démontrant tous les avantages d'une rupture par rapport à la bourgeoisie. La politique léniniste insiste sur le fait que ce sont les masses qui doivent forcer le P. S. et le P. C. à rompre la coalition. Pour les droitiers, la formule « gouvernement P. S. - P. C. - C. G. T. » était présentée comme une véritable solution aux problèmes de l'heure. Pour les léninistes, la formule « gouvernement P. S. - P. C. - C. G. T. » est une formule éducatrice des masses, qui, si elle est jamais réalisée, devient une étape vers la prise du pouvoir, sans qu'on sème la moindre illusion quant aux possibilités positives de cette formule.

(1) L'auteur est personnellement partisan du boycott. Le boycott ne constitue rien de nouveau dans l'histoire des partis révolutionnaires, il a été pratiqué de nombreuses fois, entre autres à différentes élections de la Douma russe, et aux élections municipales espagnoles en 1930. Nous préférons le boycott au « NON » pour nous délimiter à la fois du tripartisme et de la position encore plus réactionnaire des partis bourgeois, et parce que nous pensons qu'objectivement, il y avait possibilité de politiser et de canaliser un large courant abstentionniste des masses. Mais nous laissons ici délibérément de côté la discussion en faveur du boycott — qui part, bien entendu, de la même position de principe que le « non » — pour réfuter uniquement les arguments des partisans du « oui ».